Hongrie : des élections sous contrainte économique

Description

Le 12 avril, les Hongrois ne voteront pas seulement pour ou contre Viktor Orbán. Ils voteront dans un contexte d'économie essoufflée. Depuis la crise de la Covid, la reprise a déçu. L'inflation a frappé en Hongrie plus fort qu'ailleurs dans l'Union européenne, laminant le pouvoir d'achat et alimentant le malaise social. L'OCDE rappelle que l'activité a reculé en 2023 et que le redressement reste lent, fragile et très dépendant de l'extérieur.

Le choc a été double. D'abord l'explosion des prix, nourrie par la surchauffe post-pandémie, la flambée des coûts de l'énergie et de l'alimentation à la suite de l'invasion d'ampleur de l'Ukraine par la Russie, ainsi que par des déséquilibres internes. Ensuite le remède, qui a consisté en une politique monétaire très dure. Début 2026, le taux directeur de la Banque centrale hongroise restait à 6,5 %, preuve que la crise n'est pas totalement refermée.

À cela s'ajoute le bras de fer avec Bruxelles. Depuis 2022, la Hongrie a vu une masse considérable de fonds européens gelée pour des raisons liées à la situation de l'État de droit et à la corruption. Début 2026, environ 17 milliards d'euros sur 27 milliards restaient suspendus, et plus d'un milliard avait déjà été perdu faute d'avoir été utilisé à temps.

Pour tenir, V. Orbán a durci ses dépendances. La première mène à Moscou. La Hongrie reste attachée aux hydrocarbures russes et à un mix énergétique où le nucléaire (russe) garde un rôle clé. La seconde mène à Pékin : Budapest est devenu un point d'entrée majeur des capitaux chinois en Europe, avec BYD, CATL et toute la filière batterie.

Ce pari a son revers. Alors que l'automobile et les batteries devaient tirer la Hongrie vers le haut, elles l'exposent aussi à une demande mondiale plus molle et à des tensions locales croissantes. Des enquêtes sont en cours autour du site CATL de Debrecen, sur fond de soupçons liés au stockage de substances dangereuses et d'inquiétudes sanitaires.

C'est dans ce contexte que V. Orbán multiplie les cadeaux électoraux. La Commission européenne prévoit un déficit public de 5,1 % du PIB en 2026, justement sous l'effet de nouvelles mesures ciblant les ménages. Si Péter Magyar remporte les élections, il pourra peut-être apaiser les relations avec l'Union européenne ; mais il n'effacera ni la dette, ni le déficit, ni les dépendances héritées du régime.

En Hongrie, le prochain Premier ministre n'ouvrira pas un nouveau chapitre : il commencera par payer la facture.

Sources *: Hungarian Investment Promotion Agency, Euronews, Magyar Nemzeti Bank, Telex.*

date créée
06/04/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Assen Slim